

Dossier / Gouvernance

Les actions sociales au cœur de l'action gouvernementale ces dernières années

« La jeunesse togolaise dont le dynamisme et l'engagement doivent être soutenus et accompagnés sera au cœur des interventions de l'Etat. Je demeure persuadé que les solutions...

**PAGES 6&7****MEDIAS**

Journées portes ouvertes de la presse

La ville de Sokodé accueille la 5ème édition du 27 au 30 novembre

L'information a été donnée hier par le bureau exécutif du Conseil national des patrons de presse (Conapp) au cours ...

PAGE 11**AGRICULTURE****Riziculture**

Célérité et sérénité dans la récolte du riz à Mango grâce au Mifa

Les riziculteurs de Tagnamboul et de Mango n'ont plus de soucis à se faire pour les récoltes de leurs productions. Leurs récoltes se font avec célérité...

PAGE 11**Théâtre / 14ème Fitheb**

"L'humanité plage" ou le « Cri du Revenant »

"L'humanité plage" est l'une des représentations programmées dans le cadre de la célébration de la 14ème édition du Festival international ...

PAGE 9

19è session du dialogue Togo-UE / Législatives 2018, PND...

Le Togo et l'Europe jouent la carte de confiance et d'ouverture

Le gouvernement togolais et la délégation de l'Union européenne (UE) étaient autour de la même table hier à l'occasion de la 19ème session du dialogue qui réunit habituellement les deux entités. Des sujets d'intérêts communs ont été abordés, notamment le processus électoral en cours au Togo, la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022 et les évolutions que connaît le continent européen ces derniers temps. Le Togo et l'Europe à la même table avec les partenaires, cela est une marque de confiance, d'ouverture et d'humilité pour avoir non seulement de la critique mais également partager les points de vue. Encore une preuve par quatre, que la démocratie togolaise est en marche.

PAGE 3**EDITO**

Pour faire valoir ce que de droit et « de foi »

« Nul n'est au-dessus de la loi », aiment à répéter certains politiques, leaders, juges et responsables togolais, en oubliant de préciser que sans être au-dessus, on peut quand même être à côté. Et surtout, en chantant cette profession de foi, tout en prêtant, dans le même temps, des intentions malveillantes à tel ou tel autre citoyen, adversaire, etc. tel responsable élu... on peut être complètement à côté soi-même...

PAGE 3

Dans une lettre ouverte à la Conférence des Evêques du Togo

Un prélat dénonce « l'instrumentalisation à outrance de l'Eglise catholique par le Révérend Père Affognon »

**PAGE 2**

 SOMMAIRE	Burkina-Faso Le CDP réclame le retour de Blaise Compaoré  P 4	Projet Filets sociaux et services base L'Anadeb a validé la liste des ménages bénéficiaires du transfert monétaire  P 5	Services Les ventes de services du Togo à l'étranger ont presque triplé en 10 ans  P 5	Journalistes culturels A l'école du donner et du recevoir à Cotonou  P 9	Éliminatoires CAN 2019 / Togo 1 vs 4 Algérie Claude Le Roy parle de sa démission  P 10
--	---	--	--	--	--

Dans une lettre ouverte à la Conférence des Evêques du Togo Un prélat dénonce « l'instrumentalisation à outrance de l'Eglise catholique par le Révérend Père Affognon »

Dans une lettre qu'il a envoyée à la Conférence des Evêques, le Révérend Père Jean-François a attiré l'attention de ses pairs catholiques sur la nécessité pour l'Eglise de faire preuve de neutralité dans la crise politique que traverse le Togo. Le Révérend a également, dans sa lettre, exhorté la Conférence des Evêques à agir « face aux comportements du Père AFFOIGNON ». Lire la lettre ici publiée dans son intégralité.

Excellences Messieurs de la Conférence des Evêques du TOGO

Paix et bénédictions du Christ sur vous pour la mission sacerdotale à laquelle vous avez été appelés pour la Rédemption et le salut du peuple de Dieu. C'est en considérant ce sacerdoce et son sens élevé dans la mission salvatrice de l'Eglise, que je viens vous formuler cette adresse. Mon choix de ne pas décliner mon identité complète répond au souci d'éviter des blocages à cette lettre et à celui de me préserver d'éventuelles représailles, vu le mode actuel de règlement de nos incompréhensions qui donne à certains d'entre vous, l'opportunité d'anéantir leurs préposés sans aucun égard à la justice, à la tolérance et à l'amour qui restent avant toute chose, des valeurs très chères à l'Eglise. Qu'il plaise donc à Dieu que ma démarche trouve grâce à vos yeux.

Messeigneurs,

Il se passe depuis quelques moments au TOGO des événements aussi inquiétants les uns que les autres, relativement à l'actualité politique. Comme de par l'histoire, de pareilles circonstances représentent des moments de grande délicatesse pour l'Eglise Catholique, tenue, en raison de sa mission, de

veiller à l'équilibre moral, matériel et spirituel de ses fidèles. Cependant, la situation politique qui se présente actuellement au TOGO n'est pas la première du genre qui interpelle l'Eglise togolaise. Il y en a eu dans le passé où l'Eglise Catholique, en raison de sa neutralité et de la confiance qu'elle inspirait aux citoyens de tous les bords politiques et de confessions religieuses diverses, avait été invitée à jouer un rôle de grande portée historique. C'est pourquoi on ne parlera pas de transition démocratique ni de réconciliation entre togolais sans avoir à l'idée la contribution, Ô combien inestimable, l'Eglise Catholique a apportée à la consolidation de la démocratie au TOGO. Les bienfaits résultant du pragmatisme de l'Eglise avaient été favorablement accueillis par la communauté des togolais et par la communauté internationale, créant un réel enthousiasme chez les fidèles catholiques du TOGO. En témoignent les nombreuses sollicitations du clergé togolais pour apporter son expertise aux pays qui étaient confrontés aux réalités politiques similaires à celles qu'a traversées le TOGO.

Chers Evêques,

Je pense à mon humble avis qu'en temps normal, votre qualité de premiers

responsables de l'Eglise au TOGO vous incombe le devoir de veiller au grain pour qu'aucune inadvertance ne vienne compromettre ces mérites cumulés après un travail qui a nécessité beaucoup d'énergie et de patience. C'est pourquoi j'ai trouvé utile d'attirer votre attention sur un certain nombre de choses qui ont actuellement cours et qui risquent de porter sérieusement atteinte à l'image et à l'honneur de l'Eglise. Ces faits portent essentiellement sur les actes que pose depuis un temps le Révérend Père MARIE-CHANEL AFFOIGNON.

En effet, il est de notoriété publique que le Révérend Père MARIE-CHANEL AFFOIGNON a créé depuis environ deux mois un mouvement de la société civile dénommé « Espérance pour le TOGO » qui milite aux côtés des forces engagées pour l'alternance au TOGO. En soi, la création de ce mouvement ne pose aucun problème mais c'est l'instrumentalisation à outrance de l'Eglise catholique par le Révérend Père

AFFOIGNON pour atteindre les objectifs de son mouvement qui demeure la préoccupation de ma lettre.

En effet, on ne saurait comprendre qu'en tant

que gardiens du temple, vous assistiez sans rien dire au fait que le Révérend Père AFFOIGNON, flanqué de ses vêtements et objets liturgiques, s'affiche publiquement aux événements organisés dans le cadre de son mouvement. Votre permissivité face à de tels comportements est perçue par certains fidèles catholiques comme étant l'expression d'une caution tacite du Clergé au mouvement du Père AFFOIGNON.

Cette situation crée de réelles divisions au sein de la communauté catholique et prête le flanc aux médias qui se permettent aujourd'hui de se jouer de l'Eglise comme d'un vulgaire instrument d'amusement au point même d'évoquer la création d'un parti politique par les Evêques du TOGO.

L'Eglise a pour vocation de conduire le peuple de Dieu et ce peuple est l'espèce humaine sans distinction de race, d'ethnie ni de parti politique. C'est pourquoi les valeurs que prêche l'Eglise sont universelles. Il est donc très dangereux qu'en dépit de l'humanisme et de l'équité portés par l'Eglise, le Révérend Père Marie-Chanel AFFOIGNON en vienne à donner du clergé togolais l'image d'un clergé prête-main, disposé à semer les

germes de la division et de la discrimination au sein de ses fidèles. Cette impression est entretenue au niveau des fidèles par la liberté dont dispose le Père AFFOIGNON à organiser les réunions et forums de son mouvement dans les enceintes de l'Eglise, comme par exemple au siège de l'OCDI, à TOKOIN CESAL, et à la Paroisse St JEAN de LOME.

Pour ne prendre que l'exemple de ma Paroisse, je suis confronté à des plaintes fréquentes de mes fidèles qui cherchent à comprendre la position réelle du clergé togolais dans la crise politique que traverse le TOGO. S'il faut avouer qu'il n'est pas facile de répondre à de pareilles interrogations, il faut aussi avouer que votre silence et votre inaction face aux comportements du Père AFFOIGNON ne sont pas de nature à nous faciliter la tâche. Par principe, l'Eglise est censée être neutre mais les expériences vécues à mon niveau me permettent de réaliser que la communauté catholique est sérieusement divisée et risque de l'être davantage tant que vous ne songerez pas à restaurer la neutralité de l'Eglise. Nos fidèles croyants ont chacun son appartenance politique et ce serait une réelle indécatesse de notre part de permettre aux Prêtres...

Suite à la page 3

EDITO

...C'est de cette question de droit, mais surtout de foi, au Togo, que découlent beaucoup d'autres questions restées en suspens, générant dans notre crise un immobilisme qui n'est pas soumis au tamis de la « critique de la raison pure », cette raison qui départage objectivement, sans aucune envie ou ambition triomphaliste. Malheureusement, c'est une question de

foi qui met à l'écart le droit. C'est une question de foi et on ne s'en sert pour punir, comme on se servirait du droit pour le faire. Heureusement, par contre, les Evêques du Togo sous la Crosse éclairée, du Nonce Apostolique Monseigneur Brian Udaigwé, veulent s'en servir pour départager les protagonistes togolais. Une nouvelle session ordinaire de la Conférence des Evêques

du Togo s'est en effet tenue à Lomé et à Aného du 12 au 16 Novembre derniers. Le Nonce Apostolique a saisi son bâton de pèlerin au cours des travaux de cette session pour se prononcer sur la crise sociopolitique au Togo. Il a exhorté sans ambages « les Evêques et tout le peuple de Dieu à prier afin que les protagonistes de la crise surmontent les divergences ». D'ailleurs les conclusions de ces travaux de la Conférence des Evêques

prennent en porte-à-faux certains protagonistes qui ont toujours soutenu que la mauvaise foi des gouvernants a toujours fait échec aux accords politiques. La conférence épiscopale confirme la mauvaise foi de l'opposition en touchant d'une huile ointe, des mesures d'apaisement et des efforts pour les réformes, que certains opposants feignent de ne pas reconnaître. Voilà, comment du point de vue du droit et du point de vue de la foi, la

Conférence Episcopale trouve le juste milieu sans déranger, ou sans se fourvoyer, comme certains prélats ont pris l'habitude de le faire ici à chaque sortie, en pensant que la blancheur de leur soutane suffirait à faire boire leur désidératas par tous les Togolais. Il faut que cet exemple puisse servir de droit et de foi. Car nul n'est au-dessus de la foi, comme nul n'est au-dessus de la loi.

Dieudonné Korolakina

19^e session du dialogue Togo-UE / Législatives 2018, PND... Le Togo et l'Europe jouent la carte de confiance et d'ouverture

Le gouvernement togolais et la délégation de l'Union européenne (UE) étaient autour de la même table hier à l'occasion de la 19^{ème} session du dialogue qui réunit habituellement les deux entités. Des sujets d'intérêts communs ont été abordés, notamment le processus électoral en cours au Togo, la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022 et les évolutions que connaît le continent européen ces derniers temps. Le Togo et l'Europe à la même table avec les partenaires, cela est une marque de confiance, d'ouverture et d'humilité pour avoir non seulement de la critique mais également partager les points de vue. Encore une preuve par quatre, que la démocratie togolaise est en marche.



Les deux parties dans le vif des échanges

La coopération entre l'Union européenne et le Togo est de longue date. Si ces relations ont connu des moments difficiles à cause des problèmes politiques, aujourd'hui, c'est plutôt la bonne entente. L'UE assiste notre pays sur plusieurs chantiers liés à son développement. D'ailleurs elle joue un rôle prépondérant dans la résolution de la crise politique que connaît le pays depuis des mois. Le groupe des 5 dont l'UE est membre sort régulièrement des déclarations pour mettre tous les acteurs devant leurs responsabilités.

La plus récente est intervenue juste après la dernière sortie de la Coalition des 14 pour contester la décision des facilitateurs de maintenir la date du 20 décembre. Elle a clairement en collaboration avec les 4 autres représentations diplomatiques confirmé son soutien à la facilitation. Toutefois, pour la délégation de l'UE, pour tenir des élections acceptées par tous, il faudra décriper l'atmosphère politique. Elle salue tout de même les efforts fournis par le gouvernement pour la résolution de la crise et la tenue de ces élections.

Le gouvernement représenté à ces discussions par les ministres Robert Dussey, Gilbert Bawara, Kossi Assimaïdou et Payadowa BoukpeSSI, s'est engagé à œuvrer en concertation avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) et toute la classe politique togolaise pour un aboutissement heureux du processus. Le chef de

la diplomatie togolaise a aussi profité de cette occasion pour faire le point des négociations ACP-UE démarrées en septembre dernier sous la conduite du Togo. Pour finir, l'UE a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le gouvernement de façons multiformes pour la mise en œuvre du PND.

Il ne serait pas superflue rappeler que, longtemps, la communauté internationale a été accusée par l'UE entre temps de manquer au rendez-vous de la revue de la coopération aux côtés de l'UE. Malgré les moments difficiles qu'il traverse, le Togo respecte une tradition d'échanges avec des partenaires sur des questions socioéconomiques clés. Qui dit mieux ! Le Togo et son président, ne respectent donc, comme ils l'ont toujours défendu, la promesse de maintenir le fil du dialogue avec toutes les parties prenantes.

E.D. et D.K.

Dans une lettre ouverte à la Conférence des Evêques du Togo Suite de la page 2

...de chercher à imposer leur choix politique aux fidèles.

Messeigneurs,
Mes réflexions sur la situation actuelle du clergé togolais m'ont amené à la conclusion selon laquelle la confusion des rôles et des genres me semble être le principal problème auquel notre Eglise se retrouve confrontée aujourd'hui.

Cette confusion se pose beaucoup plus aux serviteurs de Dieu qu'aux acteurs politiques de notre pays parce que les premiers imbus de leur autorité religieuse et théocratique, sont de plus en plus tentés de sortir du cadre purement religieux pour diriger le monde. Or, une telle propension ne serait possible sans enfreindre à la recommandation de

notre Seigneur Jésus Christ contenue dans Mathieu 22 : 21 par laquelle il disait aux Pharisiens de « rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Cette recommandation qui est plus que d'actualité dans le cas de notre Eglise, vous interpelle plus que jamais si tant est que vous ne voulez pas laisser

aux fidèles catholiques du TOGO l'impression de vouloir démolir leur foi en Dieu. De ce fait, je voudrais vivement vous exhorter à saisir les tribunes offertes par les divers événements religieux de cette fin d'année, pour passer les messages adéquats de paix, d'amour, de pardon en vue de restaurer la confiance au sein du clergé et raffermir les

liens entre les fidèles de la communauté catholique togolaise.

En vous renouvelant mes sentiments de paix et de respect, je vous prie d'agréer,

Excellences Messeigneurs de la Conférence des Evêques du TOGO, l'assurance de ma très haute considération ».

Nigéria

Coup d'envoi de la campagne présidentielle

Le président du Nigéria, Muhammadu Buhari, et son principal rival, le riche homme d'affaires Atiku Abubakar, ont dévoilé leur programme donnant lundi le coup d'envoi de la campagne présidentielle, à trois mois du scrutin.

Les électeurs sont appelés aux urnes le 16 février. Ils devront choisir leur président parmi 78 candidats mais le véritable duel opposera le président sortant, candidat du Congrès des progressistes (APC) et le chef de file de l'opposition (Parti populaire démocratique, PDP).

Il y a quelques mois encore, l'ancien général Muhammadu Buhari, 75 ans, était quasiment assuré d'une victoire face à une opposition divisée mais son

parti a subi de nombreux revers et des défections en série.

Atiku Abubakar, ancien vice-président (1999-2007), âgé de 71 ans est un homme politique bien connu des Nigériens, et sa réputation d'homme à l'immense richesse a été ternie par des accusations de corruption ou des scandales liés à des conflits d'intérêts, mais aucun de ses détracteurs n'a réussi à le faire comparaître en justice.

En quelques semaines,



Muhamadou Buhari

il a toutefois réussi à rassembler des déçus de la présidence de Muhammadu Buhari, dont l'image a souffert du ralentissement de l'économie tout comme de graves problèmes

sécuritaires dans le pays.

Dans son programme dévoilé dimanche, le président Buhari souhaite, comme il y a quatre ans, mettre l'accent sur la création d'emplois

et la diversification de l'économie pour être moins dépendant du pétrole et renforcer le système d'éducation.

De son côté, le candidat du PDP a lancé officiellement son programme dans une vidéo en direct diffusée sur Facebook et Twitter, un « choix stratégique » selon son équipe de communication, pour s'adresser directement aux jeunes électeurs.

En donnant le coup d'envoi de la campagne, Buhari a exhorté tous les candidats et leurs partisans à « ne pas enflammer le pays à cause de la politique », alors que les élections au Nigéria ont souvent provoqué de nombreuses violences.

Avec Jeuneafrique.com

Gabon / Mission de l'UA au Gabon

Le gouvernement gabonais pose des conditions

C'était dans un communiqué rendu public en début de semaine que le président de la Commission de l'Union africaine avait émis l'idée de dépêcher une mission d'information et d'écoute à Libreville suite à la modification constitutionnelle opérée par les juges de la Cour constitutionnelle pour faire face à l'indisponibilité du président Ali Bongo. Le gouvernement gabonais se dit disposé à recevoir cette mission, mais à certaines conditions.



Régis Immongault, Ministre gabonais des Affaires étrangères

Le ministre gabonais des Affaires étrangères, Régis Immongault était ce week-end à Addis-Abeba, en Ethiopie, où il a représenté le Gabon au sommet extraordinaire de l'Union africaine. Lundi soir, dans un communiqué officiel il affirmait pourtant que le gouvernement gabonais a appris « par des voies étonnamment inhabituelles » que l'Union africaine envisageait une mission d'information au Gabon.

Le gouvernement de Libreville se dit ouvert à une telle initiative, mais pose des conditions : « Le gouvernement gabonais réaffirme son attachement indéfectible aux idéaux de paix et d'unité défendus par l'Union africaine et ne saurait s'en départir en

aucune manière. Dans cet esprit, le gouvernement gabonais considère que la solidité des institutions gabonaises n'est plus à prouver. Toutefois, le gouvernement gabonais reste ouvert à toute initiative de l'Union africaine qui vise le maintien et la consolidation de la paix au Gabon. Par conséquent, il est disposé au moment venu à recevoir une mission de l'Union africaine à une date qui sera convenue par toutes les parties », a déclaré Régis Immongault. Le communiqué de l'Union africaine, par le biais de son président faisait suite à la modification constitutionnelle opérée pour gérer la continuité du pouvoir en l'absence du président Ali Bongo hospitalisé en Arabie

Saoudite.

Après la diffusion du communiqué sur l'état de santé du président gabonais par le gouvernement, les juges de la Cour constitutionnelle s'étaient réunis mercredi dernier pour modifier la Constitution afin de faire face à « l'indisponibilité temporaire » du président Bongo.

Selon Marie-Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour, les textes ne prévoyaient pas le cas d'empêchement temporaire du chef de l'Etat. Ainsi, saisie par le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet, la Cour a jugé bon d'ajouter un alinéa : « En cas d'indisponibilité temporaire du président [...] certaines fonctions [...] peuvent être exercées, selon le cas, soit par le vice-président de la République, soit par le Premier ministre, sur autorisation spéciale de la Cour constitutionnelle ». Ainsi, la Cour a d'abord autorisé le vice-président, Pierre-Claver Maganga Moussavou, « à convoquer et à présider un Conseil des ministres qui portera exclusivement sur l'ordre du jour joint à la requête du Premier ministre ».

T.M.

Burkina-Faso

Le CDP réclame le retour de Blaise Compaoré

Au Burkina Faso, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ex-parti au pouvoir, a effectué sa rentrée politique ce dimanche à Ouagadougou par un grand rassemblement à la Maison du peuple. L'occasion pour les militants de réclamer le retour du fondateur du parti, l'ex-président Blaise Compaoré, en exil en Côte d'Ivoire. Le parti et ses alliés entendent mener le combat pour une véritable réconciliation nationale en vue de favoriser le retour des exilés politiques.



Blaise Compaoré

« Le CDP réclame le retour de Blaise Compaoré », c'est l'inscription qu'on pouvait lire sur la majorité des banderoles imprimées à l'occasion de cette rentrée politique de l'ex-parti au pouvoir. Dès l'entame de son discours, Eddie Komboïgo, l'actuel président du parti, a demandé aux militants de se «... lever tous pour que nous fassions un standing ovation au créateur de notre parti. J'ai nommé le président Blaise Compaoré ».

Pour lui, il faut une réconciliation nationale afin que l'ex-président et tous les exilés politiques reviennent au Burkina Faso : « Le retour du président Compaoré tant souhaité par le CDP, c'est une œuvre de tous les partis, toutes les associations qui souhaitent

lier une réconciliation sérieuse. Et le CDP est certainement ouvert à toutes les propositions de compromis sans compromission ».

En vue des élections de 2020, le Congrès pour la démocratie et le progrès et d'autres partis de l'opposition entendent s'accorder sur une plateforme politique consensuelle. « Nous continuerons de nous battre pour que la loi discriminatoire sur le vote des Burkinabè à l'étranger soit revue et corrigée ».

Le président du CDP a fustigé la gestion du pays par l'actuel gouvernement et condamné les récentes hausses du prix de l'essence et du gasoil à la pompe.

T.M.

Amélioration du climat des affaires Les magistrats des chambres commerciales se forment en droit des affaires

Les magistrats togolais sont en atelier de renforcement de compétences depuis le 19 novembre dernier à Lomé. Placé sous le thème : « les sûretés, le recouvrement des créances et les voies d'exécution », cette rencontre vise à promouvoir la justice commerciale. Elle se situe dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires au Togo.



La table d'honneur à l'ouverture de l'atelier

Cet atelier de par le ministère de la renforcement des Justice et des Relations compétences des avec les Institutions magistrats est organisé de la République,

en collaboration avec l'Association internationale de développement (Ida) de la Banque mondiale. Pendant 5 jours, les magistrats togolais seront formés sur les sûretés, le recouvrement des créances et les voies d'exécution. Depuis plusieurs années, le Togo mène des réformes pour améliorer le climat des affaires. Cet atelier s'inscrit dans ce cadre et permettra d'améliorer la gestion de ces réformes entreprises par le gouvernement togolais. Il permettra aux acteurs de la justice commerciale

de se spécialiser en droit des affaires.

« Le gouvernement togolais a bien pris conscience que la construction d'un Etat de droit passe nécessairement par la mise en place d'institutions fortes et modernes », a déclaré le juge Sronvie Yaovi, directeur de la législation nationale. La formation concerne les magistrats des chambres commerciales du tribunal de première instance et ceux de la Cour d'appel de Lomé. Ils seront formés sur

l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).

Le secrétaire exécutif de la commission nationale de l'Ohada Koami Gaméli Lodonou a appelé les magistrats à appliquer professionnellement les textes. « La sécurité juridique, nous l'avons déjà dans les textes. Il faut que les magistrats appliquent la loi de façon rigoureuse et totalement professionnelle » a-t-il affirmé.

Les participants seront entretenus notamment sur l'acte uniforme portant organisation des sûretés et celui portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution.

Félix Tagba

Projet Filets sociaux et services base L'Anadeb a validé la liste des ménages bénéficiaires du transfert monétaire

La validation communautaire de la liste des ménages bénéficiaires du transfert monétaire a été faite le 16 novembre dernier par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). La cérémonie s'est déroulée dans le village d'Aloyi situé dans la préfecture de Zio. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet de Filets sociaux et services de base (FSB).



Séance de travail avec la mission de la BAD-Paeij-Sp

Le transfert monétaire est une sous-composante du projet Filets sociaux et services de base. 585 villages bénéficieront de ce transfert. Avant cette validation communautaire, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Inseed) a mené une enquête sur les conditions de vie des ménages des communautés pauvres identifiés par le projet FSB dans 37 préfectures. Cette étape marque le

début de la première phase du processus. Cette première phase concerne 50 villages et sera bouclée le 30 novembre prochain. Elle aboutira sur le démarrage effectif de l'opération de transfert monétaire dans ces 50 villages, à raison de 10 par région. Cette opération est prévue pour le mois de décembre 2018. La deuxième phase des validations communautaires se fera en janvier 2019 dans les 535 villages restants.

Selon l'Anadeb, les validations permettront aux communautés concernées de bien comprendre le projet FSB, de prendre connaissance du processus et des résultats des enquêtes. Ces communautés pourront ainsi donner leur avis sur les ménages pauvres identifiés par les enquêtes et arrêter avec l'Anadeb les listes définitives des 88 ou 90 ménages retenus, selon les cas.

Le projet FSB est financé par l'Etat togolais et la Banque mondiale respectivement à hauteur de 750 millions de FCFA par an et 6 milliards de FCFA sur 2 ans. Le transfert monétaire permettra d'accroître les revenus et la consommation des ménages ciblés et les aider à faire face aux chocs.

F.T.

Services Les ventes de services du Togo à l'étranger ont presque triplé en 10 ans

Depuis 2007, les exportations togolaises de services ont augmenté. Elles sont passées de 115 milliards en 2007 à 323 milliards en fin 2017. Cette accélération est nettement supérieure à l'évolution des exportations de biens, lesquelles, sur la décennie n'ont progressé que de 36%.



Courbe traduisant une croissance

Dans le détail, la dynamique est portée par les exportations de services de transports qui ont presque triplé. De 50 milliards, il y a encore 10 ans, elles rapportent en 2017, 140 milliards à l'économie togolaise. Les revenus issus des services de voyage fournis à l'extérieur quant

à eux, ont quadruplé, passant à 72 milliards. Il en est de même pour les services de communication, qui sont ressortis à 25 milliards.

La progression est toutefois plus modeste pour les exportations de services d'assurances et de finance.

Togofirst

Gouvernance

Les actions sociales au cœur de l'action gouvernementale ces dernières années

« La jeunesse togolaise dont le dynamisme et l'engagement doivent être soutenus et accompagnés sera au cœur des interventions de l'Etat. Je demeure persuadé que les solutions les plus pertinentes aux problématiques de l'éducation, de l'emploi et de l'insertion des jeunes sont celles qui sont nourries par leurs propres réflexions et contributions », a déclaré le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, à la nation le 3 janvier 2018. Une déclaration qui rejoint le mandat social du président pour le compte de la période 2015 - 2020. Le gouvernement, à travers ses ministères, a œuvré dans le social en mettant en place des structures adaptées à chaque domaine de société pour apporter une plus-value à la société. Une volonté sociale qui se fait clairement voir avec l'adoption du projet de loi de finances 2019 qui consacre jusqu'à 45% du budget aux actions sociales.

Un chef d'Etat pour une communauté paisible



Le chef de l'Etat et quelques membres de son gouvernement

Le président togolais, Faure Gnassingbé, a lancé en juin à Mandouri (préfecture de Kpendjal), le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) conduit par Togo avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le PUDC contribue à l'amélioration significative des conditions de vie des populations vivant dans les zones faiblement desservies par les infrastructures et services sociaux et économiques de base. Le gouvernement, à travers le PUDC sur la période 2016-2018, réduit les inégalités sociales. Il est question de répondre à la demande réelle des populations et compléter les actions conduites par l'Etat togolais à travers ses politiques et programmes sectoriels. A

l'occasion, Faure Gnassingbé a salué l'accompagnement du Pnud dans la préparation et la mise en œuvre du programme. « La lutte contre la pauvreté et la prise en charge des aspects sociaux demeurent une priorité », a déclaré Faure Gnassingbé. Des missions ministérielles avaient recueilli les attentes des populations à la base. Suite à la collecte, la priorisation des différents chantiers a été faite pour régler les questions les plus urgentes. Evalué à 155 milliards, le PUDC est financé en partie par le gouvernement togolais à hauteur de 18 milliards FCFA. Pour Faure Gnassingbé, développement, paix et sécurité sont intrinsèquement liés. « La lutte contre la pauvreté telle qu'engagée avec le gouvernement est le pendant naturel et nécessaire

de la construction d'une société paisible », a insisté le président togolais.

Plusieurs centres hospitaliers, des pistes rurales, des établissements scolaires, des marchés ainsi que des systèmes adductions d'eau ont été construits dans plusieurs localités des cinq (5) régions du Togo. Par ailleurs, l'accès à l'électricité est facilité par le

déploiement des kits solaires et l'implantation de plateformes multifonctionnelles dans plus d'une vingtaine de localités. C'est encore dans le cadre du PUDC qu'une maison des jeunes a été récemment inaugurée à Mango par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Notons que le Togo consacre près de 45% de ces ressources budgétaires aux projets sociaux en vue d'atteindre les objectifs du PUDC.

Des marchés pour le libre-échange et source d'activité

Toujours dans la logique du social, le chef de l'Etat togolais a officiellement inauguré le marché de Kougnohou dans la préfecture d'Akébou, le samedi 22 octobre 2016. Le nouveau marché de Kougnohou a été construit par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). La réalisation des infrastructures marchandes a été faite sur demande de la communauté de Kougnohou qui souffrait des intempéries (pluies, soleils, etc.) et à l'accès contraignant à l'installation pour cause de vétusté et d'impossibilité pour les commerçantes et commerçants à circuler les jours de son animation. D'une valeur de trois cent quarante et un millions huit cent soixante-neuf mille huit cent vingt-six francs Cfa (341.869.826) environ, le marché de Kougnohou, au sol dallé, compte 08 hangars préfectoraux, 6 hangars cantonaux, 1 bloc administratif, 1 bloc latrine, 1 boucherie et 2 magasins de stockages.

Cette cérémonie est l'aboutissement de la mise en œuvre du projet de réalisation de cet ouvrage au profit de la communauté de Kougnohou. Elle s'inscrit dans le cadre du programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico) lancé depuis 2009 et piloté par l'Anadeb pour apporter des solutions aux besoins des communautés du Togo en termes de réalisations d'infrastructures socio-collectives. La réalisation de ce projet a permis de donner du travail à plus de

quatre cents ouvriers qualifiés et non qualifiés. Le nouveau marché de Kougnohou, avec sa capacité d'accueil de plus de huit cent (800) places, tout en permettant aux bénéficiaires d'être mieux abrités, redynamisera tant soit peu les activités économiques de la préfecture, développant ainsi des richesses pour une meilleure condition de vie des populations

A Doufelgou: Faure Gnassingbé a aussi inauguré le 16 juillet 2017 à Niamtougou, le marché central de la préfecture de Doufelgou. C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement. Le marché central de la préfecture de Doufelgou est désormais ouvert aux commerçantes et commerçants pour leurs activités. Le marché dont la construction a été financé par l'Etat togolais à hauteur de 1,2 milliard de francs CFA, est composé d'un hangar central, de 49 petits hangars, de 10 blocs magasins, d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment pour les soins de santé, de 2 blocs latrines, d'un forage et d'un parking. L'ouverture du marché vient ainsi mettre les usagers à l'abri des intempéries auxquelles ils étaient exposés dans l'ancien marché. Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, porte-parole des populations de Doufelgou pour la circonstance, a salué l'implication personnelle du chef de l'Etat qui a permis la réalisation de ce marché qui est également animé par les commerçants des préfectures



Le marché de Kougnohou construit par le gouvernement

environnantes et du Bénin voisin. À Notsè: accompagné de plusieurs ministres, le président togolais a remis les clés du nouveau marché de Notsè, dont il avait lui-même posé la première pierre quelques mois auparavant. Invitant la population locale à bien entretenir

le nouveau joyau, le président a saisi l'occasion pour aborder la question de sécurité, sujet capital en vogue dans la sous-région. Vigilance et collaboration avec les forces de sécurité sont les deux principales attitudes qu'il a recommandées aux populations.

La santé, une priorité du chef de l'État

Le Centre Médico-Social (CMS) de Morétan, localité située dans la préfecture de l'Est-Mono, a été le fruit du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico) et de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). Le chef de l'Etat a lui-même présidé la cérémonie d'inauguration, répondant ainsi à une demande exprimée par les populations. Le CMS de Morétan est composé d'une Unité de soins périphériques (USP), d'un hall d'attente, de deux salles de consultation, d'une salle d'accouchement, de diverses autres salles, d'un bloc sanitaire, d'un dépôt de pharmacie et d'un appâtâme. Le coût des travaux est estimé à plus de 110 millions de FCFA.

Le président Faure Gnassingbé a inauguré en avril 2018, le centre de stockage des déchets (CSD)

solides de la ville de Lomé et des communes environnantes. Le centre d'enfouissement est aménagé à Aképé en périphérie de la capitale (15km) sur 80 hectares. Un volet valorisation des déchets est pris en compte avec une plateforme de pré-traitement et de transformation en combustibles solides de récupération. L'Union européenne (à travers son projet d'eau et assainissement pour le Togo) et l'Agence française de développement (dans le cadre du projet Peul II) ont mis à disposition une subvention totale de 10 millions d'euros. La BOAD a quant à elle signé avec le gouvernement un prêt concessionnel de 9.15 millions d'euros, soit plus de 5 milliards 850 millions de francs CFA. Ces fonds, ainsi que l'investissement de 2 milliards de francs CFA de la mairie, ont permis la réalisation de ce projet.

Des programmes et structures de fonds à disposition des diverses couches sociales

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej): sur toute l'étendue du territoire national, le Faiej a concrétisé 10647 formés, 1333

financés, 3613 emplois créés, 2 milliards 160 millions, 118 mille 474 francs CFA. Créé par la loi N°2006-008 du 14 novembre 2006, le Fonds d'appui aux initiatives économiques

des jeunes (Faiej) est un dispositif intégré d'appui technique et financier du gouvernement togolais qui vise l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers la promotion de l'entrepreneuriat et la facilitation d'accès au financement de leurs projets d'entreprise.

A travers ce programme, c'est au total 2 milliards 79 millions 437 mille 115 francs CFA investis dans la formation et le financement des micro entrepreneurs dans les domaines de l'artisanat, de l'agriculture, des services et du commerce. Un tout qui a profité à 2650 hommes et 552 femmes. Le Pradeb a non seulement pour objectif de renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs par la formation en élaboration de plans d'affaires, en comptabilité de base, en gestion d'entreprises, en gestion du crédit et en technique professionnelle, mais également de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs aux services

2014-151/PR. Il a pris la relève du Programme de promotion de volontariat national venu à terme d'un parcours de 5 années de mise en œuvre et dont les excellents résultats ont fait du modèle togolais le meilleur programme en Afrique en 2013. L'ANVT a pour mission de valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition des compétences nationales. Elle vise à être un outil innovant pour la promotion du volontariat inclusif basé sur l'engagement citoyen au service du développement et du rayonnement du Togo.

Le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural : après son lancement en 2015, le PNPER a permis d'outiller 100 formateurs en méthodologie d'identification des idées, de création et de développement des entreprises. De même, 882 promoteurs ont été



Victoire Tomegah Dogbé, ministre du développement à la base

financiers par la mise en place d'une ligne de crédit auprès des institutions de micro finance. De plus, les jeunes entrepreneurs sont suivis et accompagnés de la phase de l'émergence de l'idée de projet jusqu'à la consolidation en passant par la création de l'entreprise. Un budget de 2,2 milliards de francs CFA est alloué pour la mise en œuvre de cette composante, qui devra en 5 ans, former 3 750 jeunes en entrepreneuriat et créer/consolider 1 500 micros entreprises de jeunes diplômés et artisans.

L'Agence nationale de volontariat du Togo: l'agence a mobilisé 5309 hommes et 2415 femmes volontaires. C'est un établissement public administratif créé en juillet 2014 par décret présidentiel n°

aussi formés à l'élaboration des plans d'affaires et 315 promoteurs en techniques de production. Un financement de 21 plans d'affaires a été réalisé pour un coût total de 78 288 255 francs CFA. Dans 2 ans, le PNPER sera bouclé. Selon le document technique du projet (49 pages), il est indiqué « le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) est un projet qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (Pniasa) du Togo ». Son achèvement est prévu le 30 juin 2020 et sa clôture au 31 décembre de la même année. Les parties prenantes attendent de voir ce qu'il en saura d'ici 2020 lors de l'évaluation finale.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



Pharmacies de garde de Lomé du 19 au 26 / 11 / 2018

BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
BEL AIR	Non loin de Palm Beach	22 21 03 21
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
OLIVIERS	Bd. H. Boigny	22 27 04 34
AMESSIAME	Marché de Bè	96 32 97 60
ESPERANCE	Nyékouakpôé	22 21 01 28
LIBERATION	Av. Libération	22 22 25 25
GBOSSIME	Gbossimé	22 22 50 50
ROBERTSON	Nyékouakpôé	22 22 28 41
N.D. DE LA TRINITE	Bd la paix	22 21 27 80
GBEZE	Bd Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	Cité OUA	22 61 81 43
AEROPORT	Rte de l'Aéroport	22 26 21 22
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
RAOUDHA	Hedzranawoe,	22 61 39 39
SANTA MADONNA	Kégué	70 01 03 03
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
MAËLYS	Bè Kpota	22 27 60 19
ELI-BERECAL	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Adidogomé	22 51 12 12
BONTE	SEGBE,	93 95 80 78
BETANIA	Totsi-Glenkomé	96 80 10 11
MILLENAIRE	Agoenyivé	22 51 64 31
MATHILDA	Lomégan - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	LEO 2000	70 44 84 59
EL-SHAMMAH	amadahomé	70 43 25 85
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
ESPACE VIE	Agoe Logopé	99 85 89 07
MAINA	Agoé Assiyéyé	22 33 65 34
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	70 42 34 64
TAKOE	Zongo	22 34 03 42
DE L'EDEN	Baguida	70 42 13 98
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékouakpôé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékouakpôé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Bon à savoir Jérôme Lejeune

Qui était le Professeur Jérôme Lejeune ?

Sa vie, son engagement

Médecin par vocation, Jérôme Lejeune a été confronté très jeune à la détresse des enfants déficients intellectuels et de leurs familles. Parce que la médecine était impuissante face à ces enfants, Jérôme Lejeune a décidé de leur consacrer sa vie. Il est devenu chercheur pour tenter de pénétrer le mystère de ces intelligences blessées qui empêchent la personne d'être pleinement elle-même et pour soulager la souffrance qui en résulte.

Découverte de la trisomie 21

En 1958, dans le laboratoire du Pr Turpin, le Dr Jérôme Lejeune assisté de Marthe Gautier, découvre la cause du mongolisme : un chromosome supplémentaire sur la paire 21. Le 26 janvier 1959, l'Académie des Sciences publie ses travaux scientifiques

En savoir plus sur l'histoire de la découverte...

Pour la première fois au monde, un lien est établi entre un état de déficit intellectuel et une aberration chromosomique. Les parents d'enfants trisomiques savent dès lors que le handicap de leur enfant est un accident et non une maladie héréditaire. Par la suite, il découvre le mécanisme de bien d'autres maladies chromosomiques, ouvrant ainsi la



voie à la cytogénétique et à la génétique moderne. Chef de l'unité de cytogénétique à l'Hôpital Necker Enfants Malades à Paris, sa consultation devient l'une des plus nombreuses du monde. Il étudie, avec ses collaborateurs, plus de 30 000 dossiers chromosomiques et soigne plus de 9 000 personnes atteintes d'une maladie de l'intelligence.

Il a la conviction que toute avancée vers la guérison de l'une de ces maladies donnera la clef pour soigner les autres. Ce qui le préoccupe avant tout, c'est de parvenir un jour à guérir ses malades qui viennent le voir du monde entier. Or, à son grand désespoir, il ne peut que constater les dérives : il devient « à la mode » de supprimer le malade puisqu'on est incapable de le guérir.

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Méditation



Commentez cette photo

Journalistes culturels

A l'école du donner et du recevoir à Cotonou

Dans le cadre de la 14ème édition du Festival international de théâtre du Bénin (Benin), des journalistes béninois et d'ailleurs ont pris part à une formation sur la « critique théâtrale » qui est un genre journalistique, du 16 au 19 novembre 2018 dans les locaux de Fitheb.

De nombreuses activités ont marqué cette biennale théâtrale à l'instar de la table ronde qui portait sur le thème : « Théâtre et engagement civique et social pour un développement durable au Bénin, en Afrique et dans le monde ». Au nombre de ces activités, on peut évoquer la formation des journalistes venus du Burkina-Faso, du Sénégal, de la Tunisie, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin. Ces quatre jours de

formation centrés sur la critique théâtrale ont permis aux journalistes venus du Bénin et d'ailleurs de revisiter l'ensemble des règles journalistiques en passant par les genres journalistiques et les techniques rédactionnelles. Pour Teddy Gandigbe, c'est une formation bénie qui est venue à point nommé parce qu'on avait besoin de cette formation pour renforcer nos capacités en tant que journaliste. « S'il y avait dans le lot, des journalistes qui



Pascal Zantou, debout au milieu des journalistes

venaient de rentrer dans le métier (novices), c'est une grosse opportunité pour chacun d'entre nous de gagner non seulement

en matière de technique et aussi en matière de la phase pratique de notre métier », a estimé Teddy Gandigbe, journaliste

culturel au quotidien *Matin Libre* de Cotonou. Au-delà de la formation, c'est un moment de rencontre entre professionnels des médias du Bénin et d'ailleurs. « Et donc cette formation nous a permis de se connaître, de se côtoyer, d'échanger et de savoir ce que l'on peut faire ensemble », a-t-il ajouté.

Les formateurs de cette formation sont le Béninois Pascal Zantou, conseiller à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) au Bénin et le Burkinabè Moussa Sawadogo, Expert média.

N. E.

Théâtre / 14ème Fitheb

"L'humanité plage" ou le « Cri du Revenant »

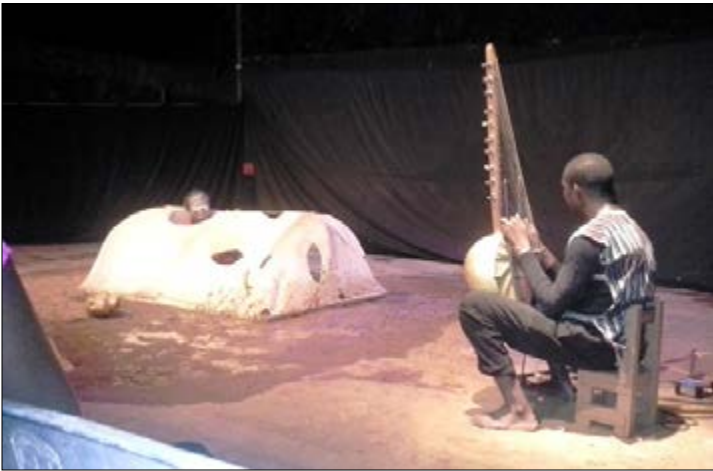
"L'humanité plage" est l'une des représentations programmées dans le cadre de la célébration de la 14ème édition du Festival international de théâtre du Bénin. Nous sommes à Artisttik Africa dans la capitale béninoise, le 19 novembre 2018. Tout est noir. Sur scène, une cage blanche. De cette cage, émerge un homme vêtu de rouge...

... le rouge sans doute le sang ! Alcidiase Patapon est revenu de l'au-delà pour conscientiser l'humanité qui semble se nourrir des guerres, des conflits, de haine et de la vengeance. Dans monodrame, Alcidiase Patapon a été missionné par ses semblables du monde des morts pour revenir ici, dans le monde des vivants, crier le ras-le-bol de tous ceux qui, comme lui, on rejoint prématurément le royaume des morts, parce

que victimes innocentes de conflits tribaux, religieux, politique.

Et si les morts revenaient en vie...

Ce monodrame « l'humanité plage » dont l'acteur, le comédien burkinabè Zongo Dramane, a tenu en haleine le public pendant plus d'une heure n'avait qu'un seul message, la culture de l'amour. Sur la scène, Alcidiase Patapon avait longuement dansé l' « Amour finit



Scène d'Humanité Plage

au tombeau » du Béninois Ricos Compos

pour inviter le public à choisir le meilleur part

qu'est l'amour. Et bien évidemment à vivre son temps surtout que tout se terminera un jour. Justement, si les morts revenaient à voir la mise en scène, quel sera leur message à l'endroit de cette humanité qui se détruit à petit feu avec les conflits d'intérêt ?

Pour le metteur en scène Sam Ismaël, il était tant que l'on revoie la manière de traiter les sujets de génocide, de guerre. Ainsi cette cage sur la scène symbolise le cercueil d'un revenant qui veut parler davantage au public qui oublie l'essentiel qu'est l'amour du prochain.

Nadia Edodji, à Cotonou

Lire

« La révolte des Loméennes 24-25 janvier 1933 » de Silvi d'Almeida-Ekué. Ed Nouvelles Editions Africaines du Togo. 1992 Pp 84

« ...Et puis, dans toute cette mêlée, on entendait dire: ils sont là. Je vis deux hommes qui portaient les dirigeants du duawo. Aussitôt, nous quittâmes les lieux. Les nattes et les lanternes que certaines d'entre nous avaient apportées n'avaient pas pu servir, car nous étions parties avant la tombée de la nuit. La maison de Savi

de Tové a été saccagée. Les féticheuses venues de Bè pour se joindre au mouvement ont traîné leurs fesses sur le sol dans sa cour, en signe de malédiction; son puits a été comblé d'ordures. On a ainsi puni Savi de Tové pour sa complicité avec le gouvernement. Le lendemain, jour de marché, les manifestations ont repris le matin. Personne n'a été au marché. Garthey et Johnson libérés, nous demandons maintenant l'abolition des droits de place sur le marché et l'annulation de tous les nouveaux impôts. Toutela ville est en effervescence. Ce n'est que vers le soir,

après l'intervention des notables, que nous sommes rentrées chez nous. A la tombée de la nuit, on apprend que des soldats sont venus du Dahomey. Nous sommes sortis dans les rues pour les voir: c'étaient vraiment « des médecins après la mort »; ils sont repartis sans avoir tiré sur un chien, car les hommes (aussi bien que les animaux) leur ont manifesté la plus grande indifférence. Les jours suivants le commandant fait arrêter, les jeunes gens et les hommes qui ont participé à la révolte. Le boy de Savi de Tové a dénoncé les gens qui ont saccagé la

maison de son patron, sauf les féticheuses qui ont profané l'endroit (heureusement pour lui, car il aurait été foudroyé par leur dieu). Et puis un beau matin, deux semaines à peine après la révolte, des soldats venus d'Abidjan débarquent au wharf. Nous les avons surnommés « gros-souliers ». Les "gros-souliers ont demandé aux ouvriers du wharf: Dites, sur qui devons-nous tirer? On les a fait défiler dans la ville. Leurs chaussures et leur accoutrement font la risée de tout le monde.

« Que viennent chercher ces singes-soldats? » s'est demandée une

vieille femme. Très tôt, nous nous sommes rendus compte que ces « singes-soldats » ou « gros-souliers » n'étaient pas venus pour nous faire rire.

Pour un rien, ils battaient des gens. Un soir, devant le portail de notre maison, un « gros-soulier » vient prendre de la cola chez ma grande sœur, et il refuse de payer. Quand ma sœur insiste pour se faire rembourser, il la gifle. Je suis à côté; je couvre le soldat d'injures, et les gens viennent s'attrouper autour de nous. Alors il décide de partir, sans payer d'ailleurs... »

Éliminatoires CAN 2019 / Togo 1 vs 4 Algérie Claude Le Roy parle de sa démission

« Mon aventure s'arrêtera certainement si on ne se qualifiait pas pour la CAN 2019 », a ouvertement déclaré le sélectionneur des Éperviers en conférence de presse juste après la débâcle 4 -1 des Éperviers face à l'Algérie. En ce sens, il a laissé entendre qu'il ne sera certainement plus à la tête de l'équipe si le Togo perdait face au Bénin au stade de l'Amitié lors de la sixième et dernière journée des Éliminatoires.

« Mon objectif est de qualifier le Togo pour la CAN prochaine (...). J'ai réussi à me qualifier pour une CAN avec le Congo après avoir perdu deux matchs à domicile et gagné le dernier match à l'extérieur (...). L'équipe togolaise est aussi capable de faire cet exploit car il y a du bon à retenir malgré ce résultat, notamment l'envie à ne

pas baisser la tête (...). Si on perdait ce prochain match (contre le Bénin), ce sera certainement la fin de mon parcours ici.», a laissé entendre le sorcier blanc. Trois buts en trente minutes dont deux en deux minutes, voilà le spectacle que les Fennecs ont offert, lors de la première partie, au public sportif qui a fait nombreux le déplacement. Tout a commencé à la



Claude Le Roy

15ème minute sur une mésentente qui profite à Riyad Mahrez qui marque ouvre le score. Youcef Attal corse l'addition à

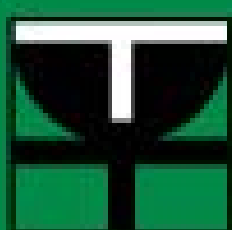
la 28ème minute de jeu sur une frappe enroulée du gauche. A la 30ème, Riyad Mahrez trompe toute la défense togolaise

et s'offre un doublet. Une première partie au cours de laquelle les Éperviers ont été transparents. Les Togolais, en deuxième partie, ont retrouvé confiance. Des efforts qui ont payé à la 55ème minute grâce à Fodoh Laba. Et pendant que tout le stade y croyait, Baghdad Bounedjah marque le 4ème but.

A l'issue de cette 5ème journée, le Togo est toujours 4ème du groupe avec 5 points et l'Algérie encore leader avec 10 points. Le Togo a encore la possibilité de se qualifier, à condition qu'il gagne les Écureuils avec une défaite gambienne.

Attipoe Edem Kodjo

Comme vous nous y croyons



BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK



Journées portes ouvertes de la presse La ville de Sokodé accueille la 5ème édition du 27 au 30 novembre

L'information a été donnée hier par le bureau exécutif du Conseil national des patrons de presse (Conapp) au cours d'une conférence de presse à la maison de la presse. Les Journées portes ouvertes de la presse seront délocalisées cette année et se feront à l'intérieur du pays. C'est la ville de Sokodé qui a été choisie pour abriter l'événement cette année. En délocalisant ces journées, les organisateurs veulent permettre aux populations de l'intérieur du pays de découvrir le métier de journaliste.



Les responsables du Conapp lors de la conférence de presse

Le thème retenu cette année pour les Journées portes ouvertes (JPO) de la presse est « Journalisme, nouveaux médias et liberté d'expression ». Pour la première fois, l'événement n'aura pas lieu à Lomé, mais à l'intérieur du pays. Une façon pour les organisateurs de faire connaître le métier de journaliste aux populations de l'intérieur du pays. « Le choix d'organiser cet événement en dehors de Lomé répond à un besoin, celui de permettre aux populations de l'intérieur de découvrir

notre métier », a déclaré le président du Conapp, Arimiyao Tchagnao. Il a ajouté que ce choix reste un défi pour le Conapp. « Converger la presse à l'intérieur du pays pour les JPO est un grand défi et le projet a un coût vu la situation économique du pays qui ne rend pas aisée une mobilisation », a-t-il indiqué.

Selon Marc Aboflan, secrétaire général du Conapp la ville de Sokodé reflète bien le thème choisi pour cette 5ème édition. « Par rapport à la thématique retenue, la ville de Sokodé est pertinente au vu de l'utilisation qui a été faite récemment des réseaux sociaux et des nouveaux médias. Sokodé est la 2ème ville la plus importante du Togo », a affirmé Marc Aboflan. Pour le bureau du

Conapp, les JPO de la presse permettront de sensibiliser la population de Sokodé sur le journalisme et la liberté d'expression. Elles leur permettront également d'avoir une meilleure perception des journalistes et de leur métier.

Plusieurs activités sont inscrites au programme des JPO de la presse de cette année, notamment des tables rondes, des présentations, des conférences débats, une exposition des journaux et une course Ecojogging. Il est également prévu un dépistage du VIH/Sida et d'autres maladies et une cérémonie de don de sang. Les populations suivront aussi en live des émissions.

Félix Tagba

Agriculture Célérité et sérénité dans la récolte du riz à Mango grâce au Mifa

Les riziculteurs de Tagnamboul et de Mango n'ont plus de soucis à se faire pour les récoltes de leurs productions. Leurs récoltes se font avec célérité et avec plus de sérénité, grâce aux facilités que leur offre le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa).



Sur les zones d'aménagement agricoles planifiées (Zaap) de Tagnamboul et de Mango, les récoltes de riz paddy se font désormais avec des moissonneuses que les riziculteurs ont pu mobiliser grâce au Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques. Depuis quelques jours, note l'équipe du Mifa qui a pu constater le rythme du travail, ces moissonneuses soulagent les producteurs dans la récolte. Ces derniers sont d'ailleurs prêts à livrer leurs productions aux différents acheteurs, déjà disponibles grâce également au Mifa. En effet, avec le Mifa, producteurs et acheteurs et autres font partie d'un ensemble d'acteurs interconnectés.

L'équipe coordinatrice du Mifa lance un appel aux acheteurs de la région des Savanes. « Avis donc à tous les acheteurs potentiels annoncés sur les sites de Mango et Tagnamboul afin qu'ils apprêtent leurs chèquiers pour l'enlèvement diligent de leurs commandes conformément aux

contrats d'achats initialement convenus... Ces contrats signés précisent d'ailleurs que les paiements se feront par virement bancaire », fait savoir la coordination du Mifa. L'avantage du paiement par virement bancaire est que cela permet de « faire un prélèvement à la source pour les crédits octroyés aux producteurs mais surtout de leur permettre d'avoir leurs rémunérations dans une structure formelle. Toute chose qui leur confère également un mieux-être ».

La Banque mondiale intéressée par le Mifa

Le 8 novembre dernier, une délégation du Mifa s'est rendue dans les locaux de la Banque mondiale où elle s'est entretenue avec le spécialiste agriculture des bureaux du Togo et du Bénin. La Banque mondiale a montré son intérêt pour le mécanisme et envisage d'accompagner l'initiative. « Une autre séance technique permettra aux parties d'harmoniser davantage les points, d'évaluer les études des filières émergentes et la caractérisation des chaînes de valeur en utilisant des ressources de deux projets en cours de mise en œuvre », font savoir les responsables du Mifa.

Rachidou Zakari



VOTRE
AGENCE AGOE
EST DESORMAIS
OUVERTE



Horaire d'ouverture

Du lundi au vendredi de 7h45min à 17h30min
Le samedi de 8h30min à 14h00

Carrefour Adidoadin après l'ancien site de CECO BTP juxtaposé à ESIBA
en allant vers Agoe Assiyéyé coté droit.

Tél : +228 22 20 82 82 - Mail : corisbank-tg@coris-bank.com

La Banque Autrement
www.coris-bank.com

